

## 4. Dépenses des administrations publiques

Les États dépensent de l'argent pour fournir des biens et des services et redistribuer les revenus. Comme les recettes publiques, les dépenses publiques sont le fruit de décisions politiques passées et présentes mais dépendent aussi beaucoup de la conjoncture économique. La part des dépenses des administrations publiques dans le PIB et les dépenses par habitant donnent une indication de la taille de l'administration dans les différents pays. Cependant, les variations prononcées de ces ratios s'expliquent par les différentes approches suivies pour fournir des biens et des services publics et pour assurer une protection sociale, et non pas nécessairement par des différences dans le volume des ressources engagées. Par exemple, si une aide est apportée sous la forme d'allègements fiscaux et non de dépenses directes, le rapport dépenses/PIB sera naturellement plus faible. En outre, il faut bien voir que la taille des dépenses ne donne pas d'indication sur l'efficacité ou la productivité de l'administration.

Les dépenses publiques ont représenté 46 % du PIB dans les pays membres de l'OCDE en 2009. D'une manière générale, les pays membres de l'UE présentent un ratio plus élevé que les autres pays membres de l'OCDE.

Depuis 2000, les dépenses publiques ont augmenté dans la plupart des pays membres de l'OCDE, de 4.3 points de pourcentage en moyenne par rapport au PIB. Le plus gros de cette augmentation s'est produit depuis l'apparition de la crise. Les dépenses publiques en proportion du PIB ont diminué de 0.6 point de pourcentage en moyenne entre 2000 et 2007 dans les pays membres de l'OCDE, mais ont augmenté de 4.9 points de pourcentage entre 2007 et 2009. Cette augmentation est, d'une part, due en partie à une baisse du PIB ; et, d'autre part, à la hausse des dépenses de l'État, précipitée par la nécessité de stabiliser le système financier et de stimuler l'économie en réponse à la crise. Pendant la période 2007-09, un seul pays membre a enregistré une diminution du ratio dépenses/PIB.

Si les dépenses publiques par habitant ont augmenté dans tous les pays membres de l'OCDE sauf Israël depuis 2000, on observe toutefois des écarts significatifs entre les pays. Le Luxembourg dépense environ onze fois plus par personne que le Mexique, bien que les dépenses par personne au Mexique aient augmenté plus rapidement que la moyenne. Entre 2000 et 2009, les plus fortes hausses ont été enregistrées en Corée et en Irlande (plus de 6 %), tandis que cinq pays ont enregistré des hausses égales ou inférieures à 1 %.

### Méthodologie et définitions

Les données sur les dépenses publiques proviennent des *Statistiques des comptes nationaux de l'OCDE*, qui sont fondées sur le Système de comptabilité nationale (SCN), ensemble de concepts, définitions, classifications et règles de comptabilité nationale reconnus au niveau international. Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques englobent les administrations centrales, les administrations d'États fédérés, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale.

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure standard de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Les dépenses des administrations publiques par habitant ont été calculées par conversion des dépenses globale en USD de 2009 en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) OCDE/Eurostat pour le PIB, et en les divisant par la population. Pour les pays dont la source est la publication du FMI *Perspectives de l'économie mondiale*, on a utilisé un taux de conversion PPA implicite. La PPA représente le nombre nécessaire d'unités de monnaie d'un pays B pour acheter un même panier de biens et services que dans un pays A.

### Lectures complémentaires

OCDE (2011), *Panorama des comptes nationaux 2010*, Éditions OCDE, Paris.

### Notes

Pour l'Australie, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Fédération de Russie, les données datent de 2008 et non de 2009. Les données du Mexique datent de 2003 et non de 2000. Pour la Fédération de Russie, les données concernent 2002 et non 2000.

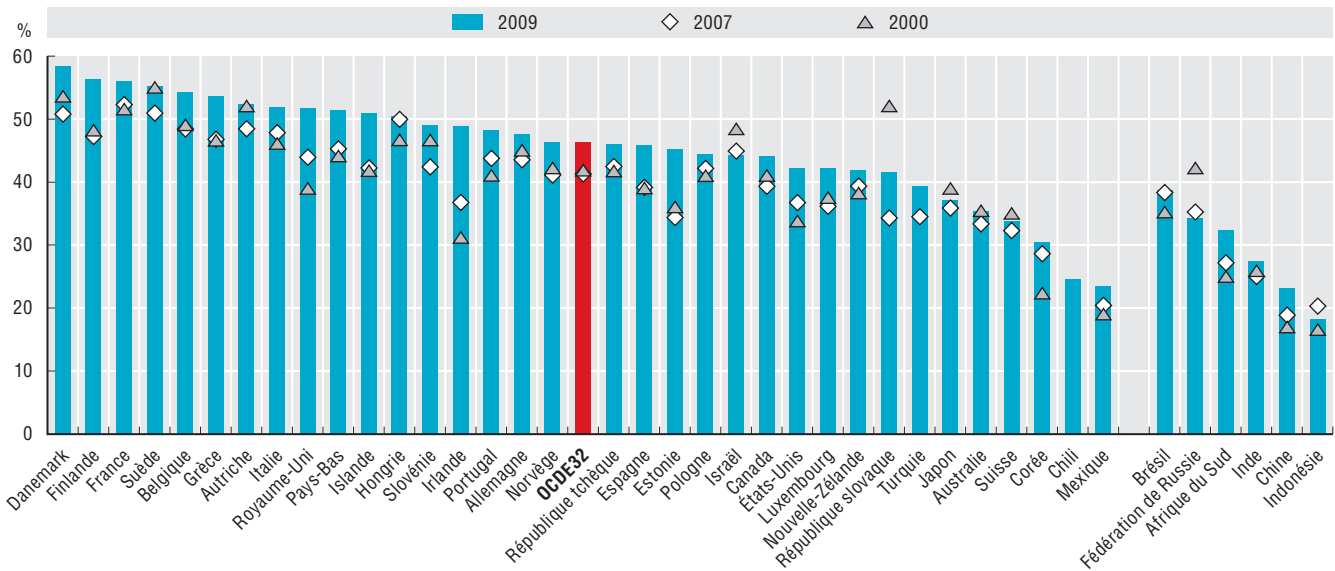
4.1 : Les données de 2000 pour la Turquie, ainsi que celles de 2000 et 2007 pour le Chili ne sont pas disponibles ; ces pays n'ont pas été inclus dans la moyenne (OCDE32).

4.3 : Les données du Chili et de la Turquie ne sont pas disponibles.

Informations sur les données concernant Israël :

<http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

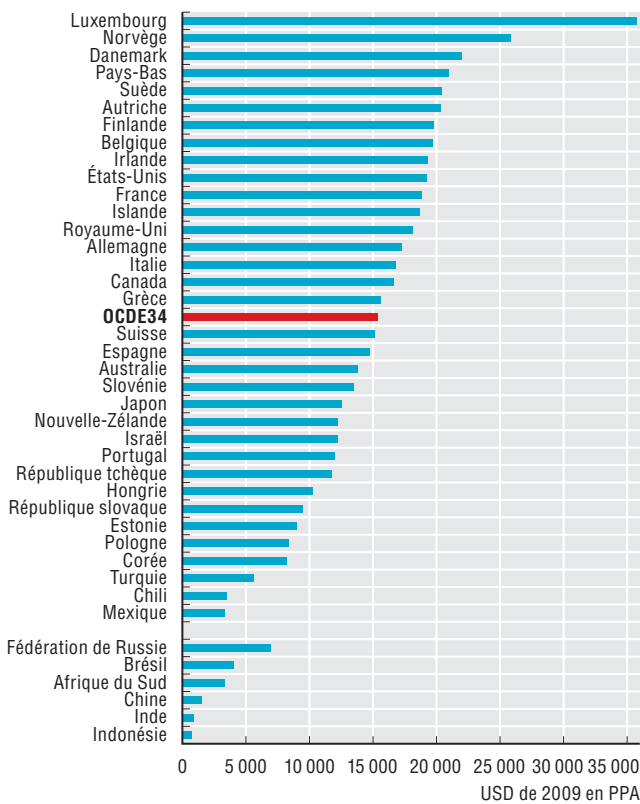
### 4.1 Dépenses des administrations générales en pourcentage du PIB (2000, 2007 et 2009)



Source : Pour les pays de l'OCDE : Statistiques annuelles de l'OCDE sur les comptes nationaux. Pour les autres grandes économies (hormis la Fédération de Russie) : Fonds monétaire international (2010), Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011, FMI, Washington, DC.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932573071>

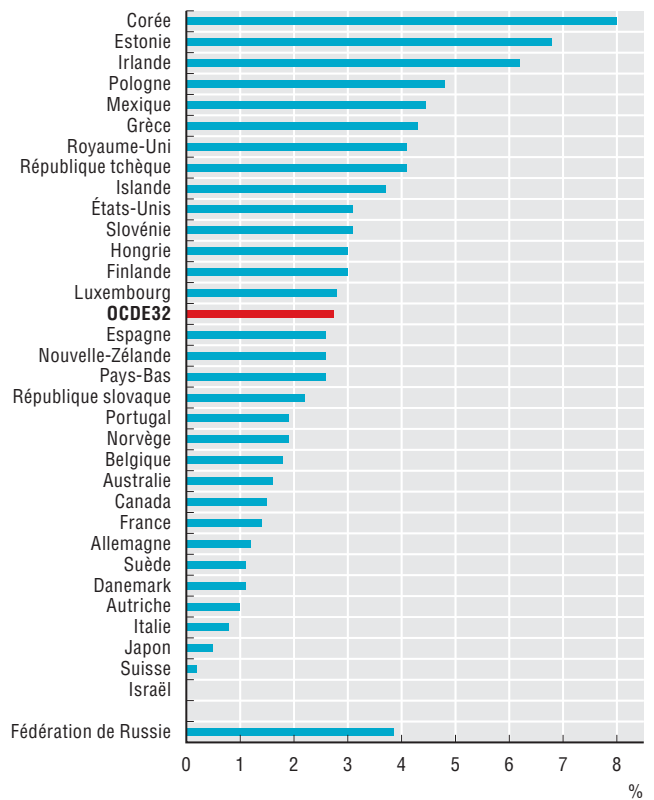
### 4.2 Dépenses des administrations publiques par habitant (2009)



Source : Pour les pays de l'OCDE : Statistiques annuelles de l'OCDE sur les comptes nationaux. Pour les autres grandes économies (hormis la Fédération de Russie) : Fonds monétaire international (2010), Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011, FMI, Washington, DC.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932573090>

### 4.3 Variation réelle annuelle en pourcentage des dépenses des administrations publiques par habitant (2000 à 2009)



Source : Statistiques annuelles de l'OCDE sur les comptes nationaux.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932573109>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2011**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2011-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2011-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Dépenses des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2011-10-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2011-10-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).